

## Sommaire

Le groupe agroalimentaire italien Barilla ne veut plus investir en France

SmarHome n'accueillera pas de salariés lyonnais à Tours 3

LSDH investit massivement sur ses sites 3

Protex se dote d'un nouvel atelier à Auzouer-en-Touraine 3

MBDA embauche en région Centre-Val de Loire 4

Novo Nordisk cherche à recruter à Chartres 4

Alpa reprend l'unité de R&D de la Seita à Fleury-les-Aubrais 4

## Les CCI régionales attendent retour à meilleure fortune

**En dépit d'une ressource fiscale qui a chuté de moitié en six ans et les efforts de restructuration qui en découlent, le réseau des CCI régionales veut conserver un esprit offensif. Soutien des entreprises à l'export et renforcement de l'offre de formation sont ses deux principaux atouts.**

Comment s'adapter à une baisse de près de la moitié de ses ressources fiscales en seulement six ans ? Le réseau des sept CCI régionales – la CCI Centre et les six CCI territoriales – percevra cette année 22 M€ de l'État au titre de la taxe pour

que rien ne dit que le gouvernement ne poursuivra pas le resserrement budgétaire auquel il astreint le réseau consulaire ces dernières années. Au plan national, la TFC est passée de 1 413 M€ en 2012 à 925 M€ en 2017... et à 775 M€ en 2018, soit un effondrement de 45 % en six ans. De surcroît, la réforme de la taxe d'apprentissage en cours, qui devrait confier sa collecte à l'Urssaf – option déjà étudiée par un rapport sénatorial de 2013... –, pourrait priver les CCI de la récupération de la coquette somme de 1 Md€, reversée pour moitié aux Régions et quelque 6 % aux CFA.

Dans ces conditions, la dernière assem-

**“ LA TFC REPRÉSENTE QUELQUE 45 %  
DES RESSOURCES TOTALES  
DU RÉSEAU DES CCI RÉGIONALES**



frais de chambre (TFC), contre 42 M€ en 2012. Et celle-ci représente, en moyenne et avec de fortes disparités suivant les établissements consulaires, quelque 45 % des ressources totales de l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie de la région Centre-Val de Loire, le reste étant constitué des ventes de prestations, des loyers du patrimoine immobilier et de la taxe d'apprentissage. La situation est d'autant plus intenable

blée générale de la CCI Centre n'avait d'autres solutions que de réduire les effectifs, d'autant que la TFC alimente à plus de 90 % le budget de la structure régionale. Elle a entériné la suppression de 11 postes, dont 5 n'étaient pas pourvus, ce qui se traduira donc par 6 licenciements. « De 475 agents en 2012, le réseau consulaire régional va tomber à moins de 400 agents en 2018 », commente Antoine Bonneville, président de

11 avril 2018 - n°703

## Index

Alpa	4
B. Braun	7
Barilla	2
BBA Emballages	6
BNP Paribas Real Estate	6
Bpifrance	3
Butagaz	5
Cadbury-Schweppes	7
Caisse d'Epargne	5
Caisse des Dépôts	5
Club Amilcar	6
Ets Mousset	5
Extel	3
Groupama	3
Harmonie Mutuelle	5
Héliomidi	5
HF Company	3
Idec	8
L'Heudé & L'Heudé	7
Les Crudettes	3
LSDH	3
MBDA	4
Mr. Bricolage	6
Nexity Foncier Conseil	5
Novo Nordisk	4
Objetdomotique	2
OBM Construction	6
Orangina Suntory France	3
Parfums Christian Dior	4
Protavic International	3
Protex	3
Rateau	5
Roc Confortation	4
Seita	4
SmarHome	3
St-Michel Biscuits	7
Synthon	3

la chambre régionale, qui a demandé aux chambres territoriales d'étudier le reclassement d'au moins une partie des agents qui, sinon, devront être licenciés. Dans le Loir-et-Cher, la CCI n'a plus depuis quelques jours de directeur général, Jean-Pierre Foulon ayant fait valoir ses droits à la retraite ; le président Saumet a annoncé la suppression de 5 postes par départ naturel d'ici à 2021, ce qui permettra « *d'économiser 580 000 € d'ici à 2021* », soit le sixième de la masse salariale.

À la même assemblée générale de la CCI Centre, la mutualisation de 8 postes appartenant à des fonctions support (services juridiques et informatiques, communication, marchés publics) a été votée ; ces agents rejoindront la chambre régionale qui maintient ainsi son effectif à une cinquantaine de personnes. Depuis le départ de Romuald de Pontbriand (cf. *LV n°702*), le poste de directeur

général est vacant. Un recrutement est en cours et le poste devrait être pourvu à la rentrée. Il n'est pas exclu que le périmètre d'intervention de ce nouveau responsable des services soit étendu à des CCI territoriales, ce qui nécessitera une modification du statut des chambres.

Les 51 membres élus ont également entériné la vente du bâtiment qui abrite les services consulaires à Ingré, à l'ouest d'Orléans ; des négociations sont en cours avec « *plusieurs candidats à l'acquisition* ». En tout état de cause, l'opération devrait être bouclée au moment du déménagement vers Citévolia, à Fleury-les-Aubrais, un bâtiment de 7 000 m<sup>2</sup> qui regroupera les agents de la CCI Centre, de la CCI du Loiret et de l'agence Loire&Orléans Éco.

Mais Antoine Bonneville ne veut pas se cantonner « *à une attitude défensive* ». Il compte beaucoup sur la réforme du dispositif de

soutien à l'exportation, annoncée fin février à Lille par le Premier ministre. Dans ce cadre, Business France doit créer « *des joint-ventures* » en région, un guichet unique co-piloté par les chambres de commerce et d'industrie régionales pour conseiller les PME dans leur conquête des marchés étrangers.

De même, la formation sera privilégiée. Une CCI comme l'Indre, rappelle Antoine Bonneville, tire l'essentiel de ses revenus de son CFA et de son école d'ingénieurs HEI, la ressource fiscale ne contribuant qu'à hauteur de 20 % à son budget. Alain Brunaud, président de la CCI du Cher et vice-président de la CCI Centre, sera en charge de CCI Campus France, une initiative nationale déclinée en région, appelée à devenir « *l'organisation et la marque pour les formations proposées par les CCI.* »

**François-Xavier Beuzon**

## Affaires

### 36 • Barilla ne veut plus investir en France

Considérant que son retour sur investissement est trop faible, le groupe agroalimentaire italien Barilla fait savoir qu'il n'investira pas en France dans les cinq années à venir. On sait que Barilla, qui a racheté les pains Harry's en 2003, a investi 180 M€ depuis cette date dans l'entreprise castelroussine, dont 30 M€ il y a trois ans sur le site de la Malterie, à Montierchaume, où il emploie quelque 550 salariés ; Barilla possède également un site administratif d'une soixantaine de personnes dans l'éco-quartier Balsan, toujours à Châteauroux, et a mis

en vente l'ancienne usine de la rue du Grand-Pré, ouverte au début des années soixante-dix.

Pour Miloud Benaouda, président pour l'Europe de l'Ouest de Barilla cité par *Les Échos*, « *la déflation dans l'alimentation est de 7 à 8 % sur les cinq dernières années en France* », un phénomène dû à la guerre des prix que se livrent les distributeurs, en conséquence de quoi il n'acceptera plus la politique de promotion, type un produit acheté, un produit donné.

Néanmoins, l'entreprise parmésane, qui réalise en France quelque 15 % de son CA (3,4 Md€ en 2016), continue d'améliorer ses parts du marché français dans le

pain et la viennoiserie (14,7 %) et détient toujours la première place dans ses métiers de base, les pâtes (23 % du marché) et les sauces (22 %).

### 37 • Objetdomotique veut passer à la vitesse commerciale

Installée au sein de l'incubateur numérique Mame, la société Objetdomotique (5 salariés, CA non significatif), spécialisée dans l'intégration d'applications de e-santé et de sécurité, devrait prochainement accélérer son déploiement commercial. Créée en 2014 par Guillaume Tessier, la jeune pousse vient d'accueillir

une participation minoritaire de Groupama à son capital et serait sur le point d'être soutenue financièrement par la Région Centre-Val de Loire et Bpifrance, en contrepartie du recrutement d'une petite trentaine de salariés sur les deux ou trois prochaines années.

Objetdomotique a développé une offre paramétrable de solutions connectées de maintien à domicile des personnes âgées, prescrite par les services de soins à domicile. La startup a également mis au point des applications de déclenchement d'alerte (intrusions, attentats) pour les lieux recevant du public.

### 37 • SmartHome n'accueillera pas de salariés lyonnais à Tours

Difficile de rivaliser avec la métropole lyonnaise ! Le groupe tourangeau de domotique Smart-

Home, qui va prochainement transférer son siège aux Deux-Lions comme nous le révélions en avant-première dans notre dernière édition (cf. LV n°702), n'accueillera finalement pas les salariés de l'unité lyonnaise (Extel) qu'il a décidé de rapatrier en Touraine.

« *Aucun des salariés sollicités, parfois à très fort potentiel, n'a accepté nos propositions de transferts qui étaient pourtant assorties de conditions salariales avantageuses ainsi que de mesures d'accompagnement du conjoint* », déplore Alexandre Chaverot, le président de cette spin-off du groupe HF Company, qui s'interroge sur l'attractivité du bassin d'emploi tourangeau : « *Il est décidément très difficile de recruter des talents, sans doute parce que la communication n'est pas assez centrée sur l'entreprise et l'innovation.* » Pourtant, Alexandre Chaverot ne baisse pas les

bras et prévoit de recruter durant les prochains mois une dizaine de salariés, dont un directeur marketing, trois chefs de produits et trois commerciaux.

### 37 • Protex se dote d'un nouvel atelier à Auzouer-en-Touraine

Adossée au groupe de chimie Protex International, qui exploite d'importantes capacités à Auzouer-en-Touraine via sa filiale Synthron, la société Protavic International vient de se doter d'un nouvel atelier de production après une première extension réalisée en 2012 sur le site tourangeau.

Protavic International est spécialisée dans les matériaux et la chimie de l'électronique ; elle produit en Indre-et-Loire des colles conductrices ainsi que des résines UV à haute valeur ajoutée à base de silicone, époxy, acrylique, poly-

## Focus

### LSDH investit massivement sur ses sites

Nous avons évoqué récemment le projet de création d'unité logistique de la Laiterie de St-Denis-de-L'Hôtel (LSDH) à Fay-aux-Loges (45), auquel pourrait être associée l'usine Orangina Suntory France de Donnery (cf. LV n°698). Le groupe a confirmé l'acquisition de 20 ha pour la construction de 30 000 m<sup>2</sup> dédiés au stockage à température ambiante en 2019.

Au siège de St-Denis-de-L'Hôtel (45), plusieurs investissements sont programmés : la création en 2019 d'un centre d'extraction de 15 000 m<sup>2</sup> face à l'usine sur 16 ha (20 M€), la construction d'un pôle de préparation et d'un atelier de stockage pour les produits frais de 12 000 m<sup>2</sup> et la création d'une ligne pour les bouteilles plastiques sans opercule cette année, suivie de deux au-

tres en 2019 (20 M€). Parallèlement, à Châteauneuf-sur-Loire (45) où sont installées Les Crudettes, sa filiale spécialisée dans les salades sous vides, 15 000 m<sup>2</sup> seront construits en 2019 pour stocker et expédier les produits froids (20 M€) et une serre de 4 000 m<sup>2</sup> sera créée en juin pour cultiver des salades et des herbes aromatiques en propre. Les usines de Varennes-sur-Fouzon

(36) et de Jus de fruits d'Alsace à Sarre-Union (67) bénéficieront de 10 M€ d'investissement chacune afin d'être optimisées. Enfin, à Cholet (49), le groupe va déboursier 70 M€ pour la reconstruction de l'usine de l'Abeille à partir de 2019.

Ces différents programmes entraîneront l'embauche de 100 à 150 personnes, dont une cinquantaine à St-Denis-de-L'Hôtel.

amide ou polyuréthane selon l'utilisation recherchée (électronique, automobile, aéronautique, aérospatiale, optoélectronique). Rappelons que Protavic exploite également à Auzouer-en-Touraine son centre d'études et d'innovation. L'usine tourangelles emploie au total plus d'une centaine de salariés et 80 % des productions sont exportées.

### 45 • Dior recrute à St-Jean-de-Braye

Parfums Christian Dior, dont l'unique unité de production mondiale de parfums est à St-Jean-de-Braye, a lancé une importante campagne de recrutement afin de renforcer le site. Ce sont 250 postes qui seront à pourvoir (production et techniciens), dont 150 créations, afin d'atteindre les 1 900 salariés d'ici à 2020. L'activité des Parfums Christian Dior enregistre depuis 2015 une constante progression due au marché asiatique en plein essor ; les produits de maquillage et la célèbre eau de toilette Sauvage

sont ainsi très prisés en Chine. Au total, près de 170 millions d'unités de cosmétiques sont fabriquées chaque année à St-Jean-de-Braye ; Parfums Christian Dior est le premier employeur privé du département.

### RCVL • MBDA embauche en Région Centre-Val de Loire

Le groupe d'armement MBDA, largement implanté en région Centre-Val de Loire, va engager un plan de recrutement national : 1 200 embauches sont prévues dans l'Hexagone, dont près de 200 pour la région où MBDA possède deux sites : Selles-sur-Cher (41) et Bourges (18). Ce plan fait suite à l'augmentation croissante du nombre de commandes à l'export, notamment grâce aux programmes Rafale, frégates et corvettes.

Le projet de loi de Programmation militaire 2019-2025, qui prévoit notamment un effort substantiel pour que la France porte ses

dépenses de défense à 2% du PIB, devrait aussi profiter à MBDA.

### 28 • Novo Nordisk cherche à recruter à Chartres

Le laboratoire pharmaceutique Novo Nordisk, qui emploie 1 200 salariés sur son unité de production à Chartres, cherche à recruter une dizaine de techniciens de maintenance en CDI pour ce site. L'offre s'adresse à des titulaires du Bac à Bac + 2 (BTS ou DUT mécanique, électricité, maintenance industrielle). Novo Nordisk accepte des jeunes diplômés sans expérience, une formation étant dispensée avant la prise de poste. Le site chartrain produit des traitements contre le diabète.

### 37 • Roc Confortation investit à Chanceaux-sur-Choisille

La société Roc Confortation (une trentaine de salariés, 2,1 M€ de CA sur l'exercice 2015), qui a quitté récemment Parçay-Meslay

## Focus

# Alpa reprend l'unité de R&D de la Seita à Fleury-les-Aubrais

C'est la fin d'un long suspense. Le groupe savoyard Alpa, spécialisé dans l'analyse biologique pour l'agroalimentaire (250 salariés, 45 M€ de CA), va reprendre les locaux, et une partie du personnel de laboratoire de recherche de la Seita à Fleury-les-Aubrais, pas-

sé sous le pavillon du britannique Imperial Tobacco. Les dirigeants d'Alpa, qui souhaitent se diversifier dans la recherche et l'analyse des produits issus du tabac, devraient reprendre une dizaine de techniciens de la Seita sur la quinzaine travaillant encore sur le site et

projetent de transférer le laboratoire d'analyses agroalimentaire (une vingtaine de salariés) qu'ils exploitent à Champlan (91). Alpa reprendra les locaux (2 500 m<sup>2</sup> sur une surface totale de 11 000 m<sup>2</sup>) en location pour une durée de trois ans, avant qu'ils soient

rachetés par la Semdo (société d'économie mixte pour le développement orléanais). Cet ensemble immobilier devrait abriter un centre d'enseignement supérieur, le temps de trouver un point de chute orléanais pour l'ex-laboratoire de la Seita.

pour s'installer à Chanceaux-sur-Choisille, va investir dans de nouveaux équipements industriels. Créée en 2008, Roc Confortation est spécialisée dans l'aménagement d'espaces et d'habitat troglodytes ; elle effectue aussi des travaux de sciage ou de carottage de béton, pierres et matériaux agglomérés dans tous les milieux (construction neuve, rénovation, industrie).

### 18 • Rateau quitte Aubigny-sur-Nère

Le distributeur de produits électroménagers Rateau (75 salariés) va quitter Aubigny-sur-Nère, les conditions de sa réimplantation sur la commune ne lui convenant pas. Suite à son expropriation en raison de sa trop grande proximité avec le site Butagaz, le tribunal de grande instance de Bourges lui avait proposé en

janvier une indemnisation de 1,92 M€ s'il restait à Aubigny et de 1,58 M€ s'il décidait d'en partir (cf. *LV n°697*) ; Rateau a donc choisi cette dernière option. Comme nous l'avions évoqué, l'entreprise pourrait s'installer à Orléans.

### 41 • Les Ets Mousset s'implante à Salbris

Les Établissements Mousset (2 M€ de CA, 20 salariés), le fabricant de pièces mécaniques de haute précision et de prototypes (aéronautique, armement, automobile, etc.) basé à Theillay, vient d'acquérir un terrain de 3 ha sur la zone artisanale de Combes à Salbris.

La société, qui souhaite développer son activité, y fera construire un bâtiment de 1 500 m<sup>2</sup>, contre les 1 000 m<sup>2</sup> qu'elle occupe actuellement. Ce déménagement per-

mettra notamment d'accueillir le service après-vente de moules d'injection plastique fabriqués en Chine.

### RCVL • Harmonie Mutuelle développe ses contrats prévoyance

Depuis février à la tête d'Harmonie Mutuelle pour les régions Centre-Val de Loire, mais aussi Île-de-France et Hauts de France, Virginie Malnoy, qui dirigeait auparavant la région Bretagne-Normandie, annonce une progression significative des contrats de prévoyance en 2017.

La mutuelle a recruté 5 000 nouveaux clients en Centre-Val de Loire, entraînant une progression de 55 % du chiffre d'affaires sur ce segment de marché, où elle affiche 16 % de taux de pénétration avec 420 000 bénéficiaires.

## Aménagement

### 28 • L'ex-Caisse d'Épargne de Dreux pépinière numérique

L'Agglo du Pays de Dreux compte investir 2 M€ dans la réhabilitation des anciens locaux de la Caisse d'Épargne de Dreux, un prestigieux bâtiment du XIX<sup>e</sup> siècle situé en plein centre-ville et proche de la gare. Le projet, qui sera subventionné par la Caisse des Dépôts, la Région et le Département, prévoit la création d'un espace de co-working, un incubateur de startups et un Fab lab ; des formations diplômantes (notamment en programmation informatique) pourraient y être dispensées. Le fonctionnement de cet espace dédié au numé-

rique devrait être confié à une association – existante ou à créer – qui louera l'édifice.

### 45 • Nexity lance un programme ambitieux à Mardié

Nexity Foncier Conseil aménage des terrains sur la ZAC du Clos-de-l'Aumône à Mardié pour la réalisation de 140 à 170 logements. Environ 20 % d'entre eux seront dédiés à l'habitat locatif (collectifs, intermédiaire, maisons individuelles). Un îlot intergénérationnel de 30 unités est prévu sur 0,3 ha ; le reste du programme sera constitué de parcelles de terrains à bâtir (de 300 à 1 000 m<sup>2</sup>).

Une réserve foncière de 0,2 ha pourra accueillir ultérieurement des équipements publics ou des services. Un espace vert de 1,9 ha est également prévu.

### 28 • La ferme solaire d'Éole-en-Beauce retardée

La société Centrale solaire de Baignolet, pilotée par Héliomidi, qui avait obtenu le permis de construire pour son projet de ferme solaire sur la nouvelle commune d'Éole-en-Beauce (cf. *LV n°686-687*), ne lancera pas le chantier prochainement.

Le projet n'a pas été retenu par le dernier appel d'offres du gouvernement, des procédures qui

sont lancées tous les six mois. Prévue sur une partie de l'ancienne carrière Colas (d'une superficie de 15 ha), à proximité d'un terrain militaire, la centrale photovoltaïque pourrait compter jusqu'à 30 000 panneaux solaires.

### 45 • Une MAM bientôt à Ardon

Une maison d'assistantes maternelles (MAM) va voir le jour à Ardon, au sud d'Orléans ; elle sera hébergée dans un bâtiment à

construire qui accueillera la MAM sur 120 m<sup>2</sup> et un pôle santé sur 110 m<sup>2</sup>. Le coût du projet s'élève à 380 000 € ; il sera en partie financé par des subventions. L'ouverture est prévue pour 2019.

## Immobilier

### 45 • Belle année pour l'immobilier tertiaire et logistique orléanais

Avec 30 600 m<sup>2</sup> placés, le marché orléanais a connu en 2017 l'une de ses meilleures années, quoiqu'encore à bonne distance de l'exceptionnel cru 2014 (36 400 m<sup>2</sup>). Si deux opérations en comptes propres (*c'est-à-dire construites par les utilisateurs eux-mêmes*, NDLR), en l'occurrence les 7 000 m<sup>2</sup> consulaires de Citévolia à Fleury-les-Aubrais et les 5 500 m<sup>2</sup> d'Atos à Olivet, ont tiré le marché, Vincent Moreau, de l'agence BNP Paribas Real Estate d'Orléans, note une nette reprise du nombre d'opérations avec un stock qui reste toutefois bloqué à trente mois de transactions (75 900 m<sup>2</sup>) et une raréfaction très prononcée de l'offre de bureaux neufs (1 700 m<sup>2</sup>) ; heureusement, près de 10 000 m<sup>2</sup> de surfaces de bureaux sont projetées d'ici à deux ans.

La logistique reste à un niveau élevé de transactions (177 000 m<sup>2</sup> placés), après deux années exceptionnelles (253 000 m<sup>2</sup> en 2015 et 281 000 m<sup>2</sup> en 2016). Du côté des locaux d'activité, avec 67 000 m<sup>2</sup> transactés, le cru 2017 se hisse légèrement au-dessus de la moyenne décennale (63 400 m<sup>2</sup>), après une année 2016 en retrait. La principale opération est celle

de BBA Emballages, qui quitte ses locaux d'Olivet pour s'installer sur les 6 000 m<sup>2</sup> de l'ancien siège – entièrement rénové – de Mr. Bricolage à Ingré (*cf. LV n° 697*).

### RCVL • L'État se déleste de son patrimoine immobilier

En région Centre-Val de Loire, ce sont actuellement une soixantaine de biens immobiliers (bureaux, bâtiments techniques, logements, espaces naturels, monuments, etc.) qui sont prêts à être cédés par l'État afin de réduire ses dépenses et optimiser l'occupation du patrimoine ; le produit des ventes servira à moderniser son parc immobilier et foncier. En 2016, l'État a enregistré près de 574 M€ en vendant des biens sur tout le territoire national ; ce chiffre est stable depuis une décennie.

Dans la région Centre-Val de Loire, l'État cède notamment un immeuble de bureaux de plus de 5 000 m<sup>2</sup> de SHON (+ sous-sol aménagé) qui abritait l'Insee au 8 rue Édouard Branly, dans le quartier de La Source à Orléans, 414 m<sup>2</sup> de bureaux (ex-Drac, Stap et locaux de la répression des fraudes) 6 rue de la Manufacture, toujours à Orléans, les anciens locaux du tribunal des affaires sociales 117 rue de Boisdenier à Tours, 200 m<sup>2</sup> de bureaux rue

Louis Mallet à Bourges, mais aussi d'autres bureaux à Loches et Chignon (37), ainsi que plusieurs logements à Montargis (45) et Châteaudun (28) et de nombreuses parcelles de terrain.

### 18 • Pas de projet de luxe à la Cité de l'Or de St-Amand

Le club Amilcar, qui projetait de créer un complexe commercial haut-de-gamme (restaurant gastronomique, hôtel 5\*, boutiques de luxe, etc.) à la Cité de l'Or à St-Amand-Montrond, vient de renoncer à un projet qui paraissait surdimensionné à nombre d'observateurs. Les initiateurs, qui se disaient prêts à injecter 1,5 M€ à 2 M€ dans le projet, incriminent la municipalité qui, selon eux, ne les aurait pas suffisamment soutenus.

Cette dernière compte, pour sa part, procéder à des travaux de rénovation énergétique (environ 300 000 €) de l'équipement avant de le louer. Un cahier des charges est en cours de rédaction.

### 45 • OBM Construction lance 57 logements à Orléans

Le groupe orléanais OBM Construction (60 M€ de CA, 160 salariés), spécialisé dans la construction bois, lance Terra Vita, un

programme de 57 logements neufs (du T2 au T4) en structure bois au cœur de la zone résidentielle du Clos de la Fontaine à

Orléans ; il sera constitué de deux immeubles R+4 et R+5. Ce programme, dont l'architecte est le cabinet orléanais L'Heudé et

L'Heudé Architectes, est actuellement en vente sur plan et la livraison est prévue au second semestre 2019.

## Carnet

### RCVL • Des nouveaux secrétaires généraux en préfecture

Le 15 mars dernier, Edith Chatelais a pris ses nouvelles fonctions de secrétaire générale aux affaires régionales (SGAR) de la région Centre-Val de Loire. Âgée de 57 ans, Edith Chatelais a accédé au corps des administrateurs civils en 2007, avant de suivre le cycle supérieur de perfectionnement des administrateurs civils à l'Ena et d'effectuer son stage au SGAR de Martinique.

De son côté, Stéphane Brunot a été nommé secrétaire général de la préfecture du Loiret ; il succède à Hervé Jonathan, qui vient de rejoindre Bayonne (64) comme sous-préfet.

### 28 • Yann Quéré devient directeur du site de Nogent-le-Rotrou

Le groupe B. Braun, spécialisé dans la fabrication de dispositifs médicaux, annonce la nomination de Yann Quéré au poste de directeur de son site de Nogent-le-Rotrou. Avec plus de 500 salariés, cette usine, qui est la plus importante du groupe sur le territoire français, a obtenu le statut de centre d'excellence mondial de B. Braun dans le domaine de l'urologie.

Ingénieur généraliste, Yann Quéré exerçait la fonction de directeur des opérations de St-Michel Biscuits après avoir dirigé les opérations de l'usine blésoise de Cadbury-Schweppes pendant 8 ans.

### 36 • Nadège Baptista quitte Châteauroux Métropole

Arrivée en 2014, peu de temps après l'élection de Gil Avérous, en provenance de la Ville de Chartres où elle exerçait les fonctions de directrice générale adjointe des services, Nadège Baptista va quitter la direction générale des services de la Ville de Châteauroux et de Châteauroux Métropole le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Gaël Perdriau, le maire (LR) de St-Étienne (171 000 habitants) et président de St-Étienne Métropole (405 000 habitants), lui confiera la direction générale des services des deux collectivités stéphanoises.

## Bulletin d'abonnement

A retourner à MCM Presse - BP 92031 - 37020 Tours Cedex 1

Je soussigné .....

**souscris un abonnement d'un an (23 numéros de la lettre bimensuelle + les magazines hors-séries) à La Lettre Valloire. J'adresse un chèque de 380 € (tarif 2018).**

**souscris un abonnement d'un an à Lettre Valloire + (éditions imprimées, envoi e-mail de La Lettre Valloire bihebdomadaire). J'adresse un chèque de 480 € (tarif 2018).**

*Une facture (TVA à 2,1 %) est automatiquement adressée après la réception conjointe de l'abonnement et du paiement.*

Entreprise ou organisation.....

Fonction dans l'entreprise .....

Adresse ..... Code postal .....

Ville ..... Tél. ....

Fax ..... E-mail .....

**Directeur de la publication :** François-Xavier Beuzon. **Rédaction :** François-Xavier Beuzon, Jean-Christophe Savattier, Aurélie Vouteau (édition) et les correspondants à Orléans (Bruno Villeneuve), Blois (Jean-Luc Vezon), Chartres (Stéphane Messer) et dans le Berry (Serge Daniel). **Diffusion :** Nadine Gomès. **Publicité :** AN Média (Aline Noirot) 07 78 25 26 87. **Siège social :** 14 bd Heurteloup - 37000 Tours - 02 47 70 60 00 - contact@lettrevalloire.com. Tarif de l'abonnement 2018 : 380 € (avec la lettre bihebdo : 480€). **Imprimerie :** Dupli-print (Domont). Édité par **MCM Presse** - SAS au capital de 100 000 € - R.C.S. B 450 613 591 Tours. Numéro de commission paritaire : 0121 1 85872. ISSN 0986-6523. Dépôt légal à parution. Droits de reproduction et de diffusion réservés. © La Lettre Valloire 2018. [www.lettrevalloire.com](http://www.lettrevalloire.com)

**Signature et cachet**

### Comme un avion sans ailes

Le projet de création d'une unité de démantèlement d'aéronefs militaires sur l'ex-base aérienne de Châteaudun (28), soutenu par Philippe Vigier, député UDI de la 4<sup>e</sup> circonscription d'Eure-et-Loir, est-il en train de piquer du nez ? Le programme a bien été validé par l'ex-ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian en janvier 2016, mais il est resté lettre morte depuis cet engagement.

Philippe Vigier, toujours prompt à défendre les causes perdues, a interpellé le gouvernement lors d'une séance de questions à l'Assemblée. La secrétaire d'État Geneviève Darrieussecq lui a répondu « *que le modèle économique doit encore être travaillé. Les contrats expérimentaux de démantèlement n'ont pas donné les résultats escomptés. Le ministère des Armées souhaite continuer à étudier la faisabilité du projet, mais aussi toutes les pistes envisageables.* » Sans vouloir préjuger du résultat des études militaires, le projet pourrait bien se retrouver lui aussi en unité de démantèlement.

### Ticket carburant

**Le député LR de la 2<sup>e</sup> circonscription de Loir-et-Cher Guillaume Peltier continue son combat sans relâche en faveur des habitants des zones rurales. Jeudi 5 avril, il a défendu une proposition de loi, déposée avec une cinquantaine de ses collègues députés, visant à créer un ticket-carburant sur le modèle des tickets-restaurants. Cette mesure, destinée aux salariés des zones rurales privés de transport en commun et donc obligés d'utiliser un véhicule pour se rendre à leur travail, aurait pu représenter un montant de 15 € par jour, dont 9 € versés par l'entreprise et exonérés de cotisations sociales.**

**Le 27 mars, le texte de la proposition de loi dont Guillaume Peltier était le rapporteur avait été rejetée par la commission des affaires sociales de l'Assemblée. Elle l'a été également le 5 avril en séance à l'Assemblée nationale par 64 voix contre 42.**

### Point de vue

### Crépuscule syndical

**Dans le conflit social qui s'est engagé à la SNCF, se joue sans doute une part importante du destin français... et, dans le même temps, le succès ou l'échec du quinquennat. La réussite de la réforme de ce grand corps malade marquera peut-être le crépuscule des corporatismes foulant au pied des libertés fondamentales comme celle qui confère au citoyen le droit d'aller et venir sur l'ensemble du territoire national.**

**Dans un registre différent, on ne peut que se réjouir du lancement de la procédure d'évacuation de la ZAD (Zone à défendre (*sic*)) de Notre-Dame-des-Landes ; elle signe le retour de l'État sur des territoires qui avaient été abandonnés à des groupuscules radicaux et illégitimes. Il serait bon de généraliser ce retour du droit républicain à d'autres territoires perdus...**

### J'y suis, j'y reste

Le même Philippe Vigier a tenu à démentir fermement les rumeurs qui lui prêtent l'ambition de se présenter aux prochaines municipales à Châteaudun : « *C'est gentil que l'on pense à moi de la sorte, mais c'est n'importe quoi. Je suis élu à Cloyes-sur-le-Loir et j'y reste. Cela ne m'empêche pas d'aider la ville et de me battre en faveur de l'hôpital et de l'ex-base.* »

Notons que Philippe Vigier a déjà été élu à Châteaudun entre 1995 et 1998, où il fut second, puis premier adjoint du maire actuel Alain Venot avant de démissionner... pour voler de ses propres ailes.

### Manuel Flam rejoint le groupe Idec

L'énarque Manuel Flam, ancien directeur de cabinet (2012-2013) de Cécile Duflot, alors ministre du Logement, puis directeur général de la Société nationale immobilière (SNI) jusqu'en janvier dernier, vient de rejoindre le groupe d'origine blésoise Idec comme directeur du développement. On se souvient que Manuel Flam avait tenté de lancer une carrière politique à Châteauroux en devenant secrétaire de la section locale du parti socialiste en 2008, avant de se retirer de la scène quatre ans plus tard.

Au sein du groupe fondé et dirigé par Patrice Lafargue, il sera en charge de développer des projets immobiliers sur tous les marchés : résidentiel, tertiaire, industriel, logistique et commercial.

### Chaud-froid

Afin de la consoler de ses dégelées électorales aux présidentielles 2007 et aux législatives 2012, Ségolène Royal a été nommée par le président de la République ambassadrice des pôles Arctique et Antarctique. C'est à ce titre, ou à celui d'envoyée spéciale de la France pour la mise en œuvre de l'Alliance solaire internationale – autre titre ronflant octroyé à l'ex-

compagne de son prédécesseur par Emmanuel Macron –, que l'ancienne ministre de l'Environnement a inauguré le 7 avril la chaufferie biomasse de Selles-sur-Cher (41), au côté de Charles Fournier, le vice-président de la Région à la transition écologique. Un événement majeur qui prend naturellement toute sa place dans cette rubrique « Points Chauds ».

### Loto gagnant

Classée monument historique depuis cent dix ans, l'église Notre-Dame de La Celle-Guérand, dans le sud Touraine, a été retenue parmi les quatorze sites régionaux qui figureront sur les tickets du nouveau jeu de grattage de la Française des Jeux. Ce "Loto du Patrimoine", imaginé par l'animateur Stéphane Bern, devrait financer la restauration de chefs d'œuvre du patrimoine national.

L'église romane tourangelles, dont la façade est si caractéristique, figure en bonne compagnie sur cette liste de quatorze monuments, puisqu'elle y côtoie le château de Bussy-Rabutin, en Bourgogne, et la maison de Pierre Loti à Rochefort, en Charente-Maritime. Rappelons que Stéphane Bern possède lui-même un monument, le Collège royal et militaire de Thiron-Gardais (28).